

G3i Groupe International Interculturel et Interconvictionnel

Association Loi de 1901

Siège social 68 rue de Babylone 75007 Paris

Adresse postale : c/o François Becker, 52 rue de Verneuil F 75007 Paris

Présentation du G3I

Le G3I, Groupe de travail Interculturel, International et Interconvictionnel (d'où le nom G3I), est un groupe de travail et de réflexion (« think tank ») interconvictionnel constitué en association de droit français (loi de 1901). Le G3i n'est donc pas un mouvement, mais le rassemblement d'hommes et de femmes d'Europe intéressés par les objectifs de ce groupe de travail pour réfléchir dans un cadre interconvictionnel aux questions concernant l'Europe et la société européenne.

D'après l'article 2 de ses statuts, « *Cette association a pour objet d'œuvrer au développement de la citoyenneté européenne en favorisant un triple dialogue : un dialogue international, en particulier entre tous les peuples d'Europe, un dialogue interculturel, entre toutes les formes de cultures –territoriales ou diasporiques -, et un dialogue interconvictionnel, entre les porteurs de visions du monde : athées ou fondées sur des convictions religieuses. Dans cette perspective, le G3i souhaite œuvrer à la création de nouveaux espaces publics laïques, distincts de ceux des institutions religieuses représentées, qui permettent le dialogue et le partage entre des personnes pouvant se réclamer d'une identité humaniste - athée ou religieuse. »*

Pour ce faire, le G3i rassemble des hommes et des femmes de différents pays d'Europe, de différentes cultures, de différentes convictions religieuses, athées ou agnostiques, **membres d'associations dont la plupart sont dotées du statut participatif¹ du Conseil de l'Europe**. La liste de ces associations est donnée en annexe. Chaque membre est présent au titre de ses compétences et non en fonction de son association et intervient à titre personnel. Aucun n'est mandaté par la ou les associations dont il est membre par ailleurs. Il ne représente donc pas une association

Il a été mis en place il y a environ six ans pour
1) réfléchir en tant que citoyens et citoyennes d'Europe de convictions différentes, au rôle et à l'impact des religions et des courants de pensée pour le développement de la cohésion

¹ Le statut participatif est accordé à une ONG internationale par le Comité des Ministres sur proposition du Secrétaire Général après instruction par la division des OING et accord de la commission permanente de la Conférence des OING. Cette instruction se fait suivant une procédure et des critères bien définis. Cf. : http://www.coe.int/t/f/ong/public/statut_participatif/r%E9solution_%282003%298/FRResolution2003_8.asp#TopOfPage

sociale² d'une Europe multiculturelle et la prise de conscience de la citoyenneté européenne,

2) apporter un point de vue indépendant de celui des hiérarchies des religions et des courants de pensée, mais déjà élaboré de façon inter-convictionnelle sur le dialogue interculturel, les questions relatives à la construction européenne, les interactions société / religion-courants de pensée,

3) donner une parole à ceux et celles qui partagent nos objectifs et n'ont aucun canal pour le faire, et contribuer à créer les conditions pour que cette parole puisse être entendue par les diverses instances de l'Union Européenne, notamment dans le cadre institutionnel mis en place par le traité de Lisbonne,

4) vivre une authentique³ expérience de dialogue interconvictionnel permettant à ses membres de s'enrichir des points de vue des uns et des autres exprimés en toute liberté sans volonté de domination, dans la reconnaissance mutuelle des uns et des autres.

Expertise

Par la démarche interconvictionnelle de ses membres qui cherchent, dans leur respect mutuel, à s'enrichir des points de vue des uns et des autres exprimés en toute liberté et sans volonté de domination, le G3I témoigne de la faisabilité et de la fécondité d'un dialogue et d'un travail menés en vérité, dans le respect de l'Etat de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme. Grâce à son expérience d'un tel dialogue et d'une telle pratique, le G3I peut contribuer à

- faire qu'un tel dialogue puisse être mené avec toutes les instances et les parties prenantes de l'Europe, convaincu qu'il est qu'un tel dialogue est une des conditions pour un exercice fructueux de la citoyenneté européenne
- rechercher les valeurs partagées par tous et qui transcendent donc les convictions de chacun,
- identifier les conditions d'un vivre ensemble harmonieux fondé sur les valeurs partagées, notamment celles qui constituent les piliers de l'Europe,
- réaliser une cohésion sociale permettant à chacun et chacune de s'épanouir, se réaliser, trouver sens à sa vie et vivre ainsi pleinement son humanité dans le présent et sa projection dans le futur.

Expérience

Ce dialogue interconvictionnel et interculturel, permet au G3I d'accomplir un travail très enrichissant et productif, articulé de façon constructive avec ceux du Conseil de

² « Cohésion Sociale » est prise dans le sens défini par le Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS) tel qu'il a été approuvé par le Comité des ministres le 31 mars 2004 : « La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ». http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/indicators_fr.asp

³ Cf. par exemple Albert Camus : Actuelles Ecrits Politiques, Gallimard Paris 1950 « *Je n'essaierai pas de modifier rien de ce que je pense, ni rien de ce que vous pensez (pour autant que je puisse en juger) afin d'obtenir une conciliation qui nous serait agréable à tous. Au contraire, ce que j'ai envie de vous dire aujourd'hui, c'est que le monde a besoin de vrai dialogue, que le contraire du dialogue est aussi bien le mensonge que le silence, et qu'il n'y a donc de dialogue possible qu'entre des gens qui restent ce qu'ils sont et qui parlent vrai.* »

l'Europe, notamment dans le cadre de la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe dont la plupart des associations qui constituent le G3I font partie.

Ainsi, le G3I a-t-il

- contribué, au Livre Blanc du dialogue interculturel⁴, notamment sur sa dimension interreligieuse⁵.
- organisé en concertation avec le Conseil de l'Europe en octobre 2007 un colloque sur le thème : « Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions » dont les actes sont publiés aux éditions Publibook⁶.
- été invité à contribuer au colloque européen « Laïcité et Droits de l'Homme » organisé dans les locaux de la Commission Européenne par la fédération Humaniste Européenne à Bruxelles le 16 avril 2008
- été invité à la conférence débat organisée au Parlement européen en mars 2009 sur « Laïcité de l'Union Européenne » pour présenter sa vision⁷ à partir de son expérience interconvictionnelle et de son travail au sein du Conseil de l'Europe. Les actes de ce colloque viennent d'être publiés⁸.
- organisé le 24 janvier 2012 une journée d'études avec le soutien de la Direction Générale des Programmes du Conseil de l'Europe sur le thème « *Devenir citoyens et citoyennes d'une Europe plurielle : Espaces et pratiques interconvictionnelles* », dont les actes sont publiés aux éditions Publibook⁹
- plusieurs de ses membres sont régulièrement invités par le Conseil de l'Europe à participer aux rencontres, avec les responsables des religions et courants de pensée présents en Europe, organisées par le Comité des Ministres¹⁰
- fait de nombreuses études sur interconvictionnalité et laïcité, démocratie participative, dans une perspective interconvictionnelle

Le G3I peut ainsi **apporter un point de vue interconvictionnel**, indépendant de celui des institutions religieuses ou convictionnelles et **organiser des conférences ou tables rondes** sur les questions concernant l'Europe, notamment:

- la recherche de valeurs partagées par tous et qui transcendent donc les convictions de chacun et sur lesquelles peut se fonder la cohésion sociale notamment celles qui constituent les piliers de l'Europe,
- les convictions et le dialogue interconvictionnel

⁴ Livre Blanc sur le dialogue interculturel Accessible à l'adresse :

<http://www.coe.int/t/dg4/intercultural/Source/Livre%20blanc%20final%20FR%20020508.pdf>

⁵ Cette contribution est accessible à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/reponseg3i.pdf>

⁶ <http://www.publibook.com/boutique2006/detailu-4695-PB.html>

⁷ Cf. le texte de la présentation de François Becker à l'adresse :

<http://www.european-catholic-people.eu/laiciteeuropefb.pdf>

⁸ « Laïcité et Europe » Editions du Grand Orient de Belgique avril 2010

⁹ <http://www.publibook.com/librairie/livre-universitaire.php?isbn=9782342021356>

¹⁰ Exemples

2011 Luxembourg : <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=1835577&Site=CM>

2012 Dürres (Albanie) ; <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=1943027&Site=CM>

2013 Erevan (Arménie) <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=2074931&Site=CM>

- la cohésion sociale¹¹ en Europe permettant à chacun et chacune de s'épanouir, se réaliser, trouver sens à sa vie et vivre ainsi pleinement son humanité dans le présent et sa projection dans le futur :
- Comment vivre ses convictions dans un environnement multi convictionnel et identifier les conditions d'un vivre ensemble harmonieux fondé sur les valeurs partagées.
- Légitimité versus représentativité dans les consultations: articulation démocratie représentative et démocratie participative, notamment dans le cadre de l'article 17 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.
- Mise en œuvre démocratique de l'article 17 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne dans une perspective laïque et interconvictionnelle de démocratie participative.

¹¹ « Cohésion Sociale » est prise dans le sens défini par le Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS) tel qu'il a été approuvé par le Comité des ministres le 31 mars 2004 : « La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ». http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/indicators_fr.asp

Annexe

Associations dont des membres du G3i font partie

Quatre d'entre elles ont le statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et sont donc membres de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

- **Christenrechte in der Kirche**, membre de la Ökumenische Initiative Kirche von unten (réseau œcuménique Eglise d'en bas) (<http://kirche-von-unten.org/html/profil/ick.html>). Elle a comme but de promouvoir les droits humains dans les églises. Cette association est membre du Réseau Européen Eglises et Libertés.

- **Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)** (www.womenlobby.org), fondée en 1991 est composée de plus de 80 organisations féminines et féministes en France. Elle est la branche française du Lobby Européen des Femmes.

- **DECERE (Démocratie, Construction européenne et Religions)**, créée en 2004 à parité entre le diocèse de Strasbourg et les dominicains, a pour objet l'étude de la place des religions et des convictions dans une construction européenne de caractère social, démocratique et humaniste. Cet objet se fonde sur le désir de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et la conviction que ce dialogue peut contribuer à forger une civilisation européenne respectueuse des valeurs humaines fondamentales.

- **European Buddhist Union** (<http://www.e-b-u.org/index.html>) Membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. L'Union bouddhiste européenne est une organisation de communautés et d'organisations bouddhistes d'Europe fondée en 1975. Elle est ouverte aux organisations bouddhistes de toutes les écoles et traditions. L'encouragement de contact et la coopération entre les bouddhistes en Europe et le développement de relations amicales entre les organisations bouddhistes sont son objet principal. En 2008, il y a plus de 50 organisations membres, originaires de 16 pays européens, échangeant information et expérience. Le dialogue inter-bouddhiste est une des priorités de l'EBU. Le BTE (Buddhist Teachers in Europe) est un des projets inaugurés par l'EBU pour promouvoir ce dialogue entre les enseignants du [dharma](#) actifs en Europe.

- **Fédération Humaniste Européenne (FHE)** (www.humanism.be), Membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. créée à Prague en juillet 1991 est une association internationale sans but lucratif de droit belge. Les membres de la FHE sont des associations humanistes et laïques Elle a pour objectifs de mener des actions éducatives, scientifiques et culturelles de manière à promouvoir une vision humaniste des valeurs culturelles, sociales et éthiques en Europe; de promouvoir, principalement en Europe, la place des organisations volontaires qui développent les mêmes objectifs; de représenter ses membres auprès des institutions européennes; de favoriser les échanges entre les membres et la diffusion des informations et des expériences qui contribuent au développement des valeurs humanistes et laïques en Europe, ainsi qu'au progrès social et culturel.

- **Femmes et Hommes, Egalité, Droits et Libertés dans les Eglises et la Société** (FHEDLES <http://fhedles.fr/>) est une association française de loi 1901 créée pour « Œuvrer au sein des Églises et de la société, avec la liberté de l'Évangile, à de nouvelles pratiques de justice, de solidarité et de démocratie pour : l'égalité et le partenariat entre femmes et hommes, en refusant toute forme de discrimination liée au sexe, la transformation profonde des mentalités, des comportements, des institutions pour donner réalité aux droits et liberté de toutes et tous, l'émergence de langages et de symboles renouvelés, la promotion de recherches, notamment historique et théologiques, appelées par les trois objectifs énoncés ci-dessus » dans le respect de la diversité des cultures et des spiritualités. FHEDLES est membre de la Fédération des Réseaux du Parvis et du Réseau européen Eglises et Libertés.

- **Intereuropean Commission on Church and School** (Commission Intereuropéenne sur l'Eglise et l'école) (ICCS) <http://www.iccsweb.org/> Membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. Il s'agit d'une « charité » (loi anglaise) dont le Président, Peter Schreiner, est chercheur à l'Institut Comenius à Münster (Allemagne). L'ICCS est présente dans 22 pays européens. Elle est concernée par l'éducation à la religion, compte tenu de la diversité européenne et de la nécessité d'un dialogue et d'une connaissance mutuelle parmi les traditions religieuses et les autres convictions dans le contexte européen.

- **Mouvement pour une Alternative Non-Violente** (MAN) (www.nonviolence.fr), Mouvement non-violent de réflexion et d'action né en 1974, le MAN a pour objectif de promouvoir la non-violence et de faire valoir son apport spécifique dans la vie quotidienne, dans l'éducation et dans les luttes sociales et politiques. Par la réflexion, l'action et la formation le MAN cherche ainsi à promouvoir par la stratégie non-violente une société de justice et de liberté

- **The international movement We are Church**, fondé à Rome en 1996 est dédié au renouveau de l'Eglise catholique romaine en se fondant sur le concile Vatican II et l'esprit théologique qui en est résulté. <http://we-are-church.org/pt/>

- **Observatoire Chrétien de la laïcité** : A l'initiative de cinq associations adhérant aux réseaux du Parvis est organisé, à Paris, en mars 2003 un colloque sur l'avenir laïque de l'Europe. Devant le succès de ce colloque les organisateurs décident de créer au sein des réseaux du Parvis un « Observatoire Chrétien de la Laïcité ».

<http://www.reseaux-parvis.fr/chretiens-en-liberte/societe/laicite/pourquoi-un-observatoire-chretien-de-la-laicite-.html>

- **Réseau Européen Eglises et Libertés** (<http://www.en-re.eu> ancien site : www.european-catholic-people.eu), Membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. est une convergence spontanée d'environ 30 organisations répartis dans 15 pays d'Europe (associations, communautés, groupes et réseaux informels), de chrétiennes et de chrétiens majoritairement catholiques d'Europe partageant (1) la vision d'une Eglise prophétique, œcuménique, solidaire, aimante qui n'exclut ni ne discrimine et qui marche dans la voie de Jésus le libérateur, et (2) la volonté d'œuvrer dans le respect de la diversité culturelle et

religieuse pour la paix, la justice, la liberté, les droits humains et la démocratie, y compris dans l'Eglise Catholique.